

La ville des géographes

par Michel Lussault*

La géographie française n'a abordé que timidement et tardivement la ville [Montigny, 1992]. Dans ce qui peut être considéré comme un des premiers livres de géographie urbaine générale écrit, en 1948, par un géographe universitaire, Georges Chabot note : « Sans rève s'accumulent, depuis quelques années, les études de détail, les monographies urbaines, les discussions de méthodes [...] [mais] aucun géographe, en France, n'a tenté jusqu'à ce jour une mise au point d'ensemble » [Chabot, 1948, p. 76].

De fait, Vidal de la Blache, dans ses *Principes de géographie humaine*, publiés à titre posthume en 1921, ne traite la question urbaine qu'en incidente et développe surtout son propos sur les rapports entre l'homme et le milieu, à partir d'exemples d'espaces ruraux ou/et « naturels » [Vidal de la Blache, 1995]. Emmanuel de Martonne, son disciple et gendre, qui publia l'ouvrage, affirme, dans l'avertissement, que Vidal avait envisagé de consacrer une large place aux villes mais que sa mort brutale n'avait pas permis la réalisation du projet. Dans les fragments, publiés en complément des *Principes*, on trouve un texte, bref, intitulé : « La ville ». On n'y découvre rien de véritablement significatif : Vidal commence ce passage en insistant sur le fait qu'il existe des « contrées d'établissement sédentaire où la ville ne s'est pas implantée » [Vidal de la Blache, 1995, p. 294], ce qui est une manière curieuse d'affirmer l'importance d'un phénomène en le restreignant d'emblée. Puis il évoque quelques éléments d'histoire des villes, fort convenus, et insiste ensuite sur l'importance de certaines données du milieu dans l'établissement des implantations urbaines. Le texte se conclut par une évocation brève de la ville américaine, dont Vidal semble avoir saisi la spécificité. Il écrit en effet : « Si l'on veut voir la vie urbaine, livrée à elle-même, agir dans toute sa force, c'est plutôt aux États-Unis qu'il faut regarder. » Mais il apparaît au moins autant embarrassé que fasciné par une urbanité qui n'a « plus rien de local ni

* Université François-Rabelais, Tours.

d'historique », qui ne serait plus arraisonnée par les vertus de civilisations qui conserveraient des fondements agraires et des relations « intimes » au milieu.

Compte tenu de cette discrétion du corpus vidalien en cette matière, on considère souvent Raoul Blanchard comme le père de la géographie urbaine officielle et institutionnelle française. Il a en effet été le premier à fixer les fondements d'une analyse de géographie de la ville dans *Grenoble, une étude de géographie urbaine*, étude de cas, publiée en 1911, qu'il fera suivre de celles sur Lille, Nancy, Amnevy, Bordeaux, Nantes, Rouen, Lyon, Marseille et Nice. Il présente de façon synthétique sa démarche en 1922 dans la revue *La Vie urbaine*. Cette démarche, délibérément monographique et descriptive, escamote tout véritable débat théorique et critique sur le phénomène urbain, sa dimension spatiale et sa place à l'intérieur de la société, et exprime la puissance du paradigme naturaliste de la géographie académique.

Ainsi, Raoul Blanchard note dans la préface de *Grenoble...* que « le concept de base qui préside à cette étude est d'expliquer l'origine et le développement de la ville comme une fonction des conditions physiques de sa situation ». Cette assertion est confirmée en conclusion lorsqu'il écrit : « Depuis ses origines jusqu'à ses extensions actuelles, Grenoble est une ville à la jonction de types de terrains, à la confluence de rivières. En dépit des changements humains, la nature garde ses droits, même sur un organisme aussi complexe qu'une ville. » Cette prise de position explique que les géographes qui suivront Blanchard donneront une importance considérable à l'analyse du site urbain et de la situation, ce qui permet de livrer un examen minutieux de ces conditions géographiques primordiales tout en garantissant que soit préservée la singularité de chaque ville, puisque aucun site et aucune situation ne sont assimilables à d'autres.

Par ailleurs, Blanchard adhère à une représentation organiciste de la ville. La géographie urbaine reprend là un schéma de pensée anatolique qui s'est affirmé dès le XVIII^e siècle [Roncayolo, 1990]. Un tel cadre analogique va marquer durablement et même organiser la pensée géographique spécialisée. Ainsi peut-on lire sous la plume de Pierre Lavedan, dans un livre important écrit par un non-géographe, ce qui est d'ailleurs un signe de la fragilité de la discipline dans ce domaine : « La ville est un être vivant. Comme tout être vivant, elle naît, elle grandit, elle meurt » [Lavedan, 1936, p. 9]. De ce postulat, Lavedan infère un plan d'étude. En premier, vient l'évolution urbaine, nommée « science » par Lavedan qui en fait une sorte d'histoire naturelle des villes, en un usage qui s'affirme comme un procédé canonique dans la géographie urbaine classique. Puis, suit « l'étude de l'agglomération, elle-même considérée à un double point de vue, statique et dynamique, ce que les traités d'histoire naturelle distinguent en anatomie et en physiologie » [Lavedan, 1936, p. 76]. Bien après Lavedan, l'organicisme continuera

de régner en maître. Même lorsqu'ils abandonneront les métaphores les plus criantes, les géographes continueront jusqu'à nos jours d'utiliser une terminologie marquée par l'organicisme : qu'on songe, par exemple, à l'expression « tissu urbain » qui fait encore florès.

Pratiquer la première géographie urbaine consista en une *description* aussi précise que possible, appuyée sur de multiples exemples, des principaux caractères géographiques des villes, permettant ensuite la mise en place de typologies, moins interprétatives que classificatoires, de « cadres » intra-urbains et, plus encore, de villes. Parallèlement, fut précisé le vocabulaire géographique consacré aux villes et à l'urbanisation – phénomène lui aussi analysé de manière fort plate. En ces matières, l'invention des géographes sera fort chiche et ils reprendront massivement des termes utilisés depuis le XVIII^e siècle, dans la lignée des écrits des ingénieurs et des médecins [Perrot, 1975 ; Roncayolo, 1990] – notamment pour ce qui concerne la présentation des fonctions urbaines, la notion de « fonction urbaine » étant construite par analogie avec les fonctions physiologiques et, en particulier celle de la circulation du sang. Les mots de la géographie urbaine seront donc longtemps peu spécifiques.

Georges Chabot, dans *Les Villes* (1948), face à cet héritage des fondateurs de la géographie urbaine, tente une montée en généralité qui ne s'émancipe pas encore réellement des orientations précédentes. La question de définir la ville est abordée de façon très elliptique et l'on insiste sur le fait que la pluralité des énoncés possibles rend vaine toute tentative de définition géographique réellement fondée – argutie qu'utiliseront longtemps les géographes qui se replieront à l'envi dans un empirisme idiographique. Une fraction importante de l'ouvrage (la première partie) est consacrée aux fonctions et traduit la prégnance d'une approche qui fait de la ville un lieu de production industrielle et de commerce de marchandises. En vérité, la ville du géographe classique est par excellence la ville de la période industrielle – la plus éloignée du monde rural qui reste l'espace de prédilection de la discipline.

Georges Chabot s'attache ensuite à la « cité », ce qu'il nomme la « vie privée » de la ville ; il y aborde le cadre physique et matériel de celle-ci, donne à l'étude du plan une place fondamentale et consacre quelques pages à la communauté humaine. Mais on ne trouve pas de réelle prise en compte de la société urbaine : le discours se réfugie dans un examen de la démographie urbaine, de quelques problèmes de type fonctionnel (le transport, les déchets) et d'une présentation de l'« âme de la cité » – qui recycle au passage les stéréotypes de la théorie du climat.

Le tout apparaît frappé du sceau d'un véritable conservatisme, comme le montrent certains développements sur la dénatalité urbaine ou sur le sentiment du citadin d'appartenir à une élite : « Mais, il n'a pas toujours lui-même aussi bien conscience de ses infériorités. Il est loin des réalités fondamentales, celles de la nature ; sorti des conditions de

vie artificielle qu'il s'est créées, il apparaît dépaycé, mal adapté. Le jeune paysan se moque à son tour du bourgeois qui ignore les bêtes et les plantes. Et c'est une illusion distinguée de penser que les plages et les champs de neige soient le rachat triomphal de cette infériorité : l'atmosphère morale reste celle des villes... » [Chabot, 1948, p. 76]. Alors que Georges Chabot est sans doute des plus convaincus de l'importance de donner des lettres de noblesse à la géographie urbaine, on reste confondu par sa difficulté évidente à saisir positivement la spécificité du fait urbain contemporain. La dernière partie du livre de Chabot, au demeurant, confirme à sa manière cette réticence, puisqu'elle est consacrée à « La ville dans le Pays », ce qui permet à l'auteur de retrouver la sécurité des canons disciplinaires et notamment la vertu des emboîtements d'échelle.

On aurait tort de penser que cette posture de repli de la géographie, ce mélange d'atirance et de répulsion pour les villes, cédera rapidement après guerre. On peut même estimer que l'on tient là une des attitudes les plus partagées par les géographes universitaires. À cet égard, le cas de Max Sorre paraît aussi intéressant, qui publie en 1963 un ouvrage ambivalent, *L'Homme sur la terre*, qui revendique la place de la géographie humaine au sein des sciences de l'homme. Le livre constitue un témoignage de la persistance des thématiques, des notions, des schémas argumentaires et même du style de la géographie vidalienne.

De façon très significative, la place consacrée aux faits urbains, en une période où l'expansion urbaine est flagrante, est marginale. L'auteur consacre seulement vingt pages aux villes (sur trois cent soixante-cinq), dans une section d'un chapitre plus vaste, le cinquième, consacré à « La sociabilité et le milieu géographique ». Ce chapitre part des groupes fondamentaux appelés « groupes naturels » (la famille, le village, les groupements religieux, les groupements linguistiques), s'intéresse ensuite aux « groupes politiques » (la Nation, l'État), pour terminer par les villes (dont l'étude spatiale proprement dite est quasi inexistant) ainsi présentées : « De toutes les œuvres humaines, les villes souffrent le plus cruellement des conflits, parce qu'elles sont l'expression la plus complète de la vie sociale. Taches de densité maximum dans le semis de peuplement, foyers de vie générale au sein de sociétés rurales, agglomérations d'ouvriers d'industrie, nœuds de communication, centre d'activités politiques, [...] elles sont des milieux originaux en même temps que des êtres d'organisation propre » [Sorre, 1963, p. 243].

L'ensemble du chapitre suggère une sorte de processus de dégradation : de la nature – à l'origine des groupes fondamentaux – à l'artifice – la ville. Si l'on note, dans tous les développements la persistance de l'organicisme, il est surtout frappant de constater que les analyses de Sorre expriment un évident malaise face à l'ampleur des bouleversements urbains. Envisageant les grandes villes, Sorre multiplie les

assertions péjoratives : « Ces êtres monstrueux ont perdu leur âme, ou sont en train de la perdre » (p. 261) ; « Le citadin est ressaisi par toutes ces causes de détérioration physiologique, dès qu'il retrouve le climat urbain » (p. 260) ; « [...] nos métropoles ont dépassé le niveau au-dessus duquel chaque accroissement implique une contradiction. Et cependant une poussée irrépressible précipite les hommes vers des conditions de plus en plus inhumaines » (p. 262). Où l'on voit que là encore le géographe opte pour un registre de discours qui n'est pas réellement celui de la science sociale, mais plutôt l'expression d'un certain sens commun imprégné de la nostalgie d'un éden préurbain, où les villes restaient de simples pôles d'animation des campagnes.

Si la position de Max Sorre traduit la persistance de la marginalisation de la question urbaine au sein d'une large fraction du savoir géographique, il n'est pas contestable que, parallèlement, apparaît, chez d'autres géographes, un intérêt nouveau pour la ville en tant qu'objet d'étude spécifique. De ce point de vue plusieurs livres, ambitionnant le statut de « Précis » – donc de corpus exhaustif et autorisé –, témoignent de l'émergence et de la consolidation, dans les années soixante, quarante-vingt d'un courant de géographie urbaine qui constituera la nouvelle vulgate académique de la « science géographique en matière de ville » [Georges, 1952 et 1961 ; Chabot et Beaujeu-Garnier, 1963 ; Bastié et Dézert, 1980 ; Beaujeu-Garnier, 1980]. Ces auteurs, pourtant de sensibilités fort différentes, vont produire une géographie urbaine conventionnelle et très uniforme et devenir des références incontournables pour des cohortes d'étudiants.

Cette saisie géographique de la ville, si elle permet aux études urbaines de conforter une légitimité au sein de la discipline, si elle développe des analyses précises sur certains phénomènes, si elle utilise de nombreuses méthodes et consomme de la statistique descriptive, si elle présente un abondant matériel factuel et débouche souvent sur des tentatives de typologie, reste toutefois éloignée des conceptualisations et des démarches les plus novatrices qui marquent les sciences sociales du moment.

La faible connaissance de celles-ci par ces géographes, leur répugnance à la théorisation font qu'ils abordent l'objet urbain d'une façon à la fois précise (en ce qui concerne l'analyse des phénomènes de répartition spatiale et l'étude des fonctions) et rudimentaire – en ce qui concerne la tentative de conceptualiser le champ d'étude et de placer la question urbaine dans une problématique sociale plus vaste. La géographie académique resta ainsi tributaire d'un modèle cognitif descriptif et accumulatif, dont la visée ultime est l'établissement d'une typologie synthétique permettant de classer les villes et les fonctions. Cette connaissance épistémologiquement faible fut, il faut le remarquer, intéressante pour les planificateurs et les aménageurs qui y ont trouvé des ressources cognitives et des méthodes très mentales et simplifiées.

mettre en œuvre, dont la cartographie, neutralisant avec une réelle efficacité la complexité urbaine, purgeant l'urbain de ses tensions autres que fonctionnelles.

Renouvellements

La logique des villes

Il importe de traiter à part le travail de Paul Claval qui, dès 1968, tente dans un article célèbre, « La théorie des villes », une approche globale du fait urbain [Claval, 1968], qu'il synthétisera dans *La Logique des villes* [Claval, 1982], sans doute un des livres les plus aboutis de la géographie urbaine francophone. Le propos de Paul Claval se fonde sur un postulat simple : « Au lieu de partir d'une définition formelle de la cité, [...] nous sommes partis de l'idée que la ville est une organisation destinée à maximiser l'interaction sociale » (p. 4). Cette entrée en matière ouvre la géographie urbaine à une perspective de véritable prise en compte du jeu social et de ses « logiques », qui président à l'établissement de la « logique des villes ». On peut affirmer qu'avec Paul Claval la propension des géographes à insister prioritairement sur les fonctions économiques (l'économie apparaissant comme la moins sociale des sciences de l'homme et de la société) est pour une des premières fois véritablement battue en brèche. En même temps, et la chose a été moins remarquée, l'approche de Paul Claval confère une place fondamentale à la notion d'organisation – et, là, l'intuition de l'auteur ne sera véritablement reprise par des géographes que de longues années après. Paul Claval affine son propos en précisant que « les forces centripètes qui appellent à l'organisation pour maximiser les possibilités de rencontre et favoriser les expériences communautaires s'opposent aux forces centrifuges qui poussent l'individu à rechercher l'isolement et l'espace privé nécessaires à la vie familiale » (p. 6). Il met ainsi explicitement en exergue le problème fondamental du jeu des individus avec la distance.

Le livre traite de très nombreux aspects et tente véritablement de construire une approche systématique des différentes logiques urbaines ; si l'on peut être réservé sur certains aspects et regretter que certains chapitres ou passages soient trop compilatoires, ou trop révérents du mode classique de l'utilisation des données historiques, le texte est d'une grande fertilité et offre des perspectives originales (cf. notamment l'exploitation de la notion de commutateur social urbain) très éloignées de la conception académique. Toutefois, de façon surprenante, ce livre n'a pas eu la postérité qu'on pouvait présager, sans doute parce que l'auteur est resté un peu en marge des différents cercles qui ont contribué, chacun à leur manière, au renouveau de la géographie urbaine dans les années quatre-vingt, quatre-vingt-dix.

Ce renouveau a avant tout procédé de l'apparition d'approches géographiques entendant rompre avec le modèle disciplinaire institutionnel dominant, approches pour lesquelles la ville s'avérait un terrain d'application intéressant. À partir des années soixante, soixante-dix, la géographie urbaine évolua donc, avec l'ensemble de la discipline, affina ses méthodes, en mit en œuvre de nouvelles, incorpora en masse des notions venues d'autres disciplines.

Au bout du compte, le panorama de la géographie urbaine contemporaine s'avère dorénavant foisonnant et divers et sa présentation détaillée excède le cadre d'un tel article. Je me contenterai donc ici de présenter très schématiquement deux postures scientifiques qui permettent d'indexer les plus représentatifs des modes récents d'investigation des faits urbains par la discipline. On peut en effet assez schématiquement discerner à présent deux types principaux d'approches des phénomènes urbains par les géographes : l'une pourrait être nommée saisie externe, l'autre saisie interne.

La ville en ses réseaux

La première, consiste à porter attention à la ville conçue en tant qu'objet inscrit dans un espace qu'il polarise et intégré dans un système : dans le cadre de cette saisie externe on appréhende peu ce qu'il en est des composants internes de la ville. Denise Pumain et Marie-Claire Robic livrent une claire expression de cette démarche : analysant l'histoire des théories spatiales des villes, elles entendent se limiter volontairement et très explicitement aux « théories de la ville qui la pensent d'emblée comme objet géographique. Cela implique de s'interroger sur la signification de la ville, non comme entité isolable, mais comme élément d'un territoire ou d'un système de villes. [...] Ce faisant, nous analysons les conceptions de la ville qui ont été principalement formulées dans les cadres théoriques de la géographie, de la science régionale et de l'économie spatiale. Nous excluons donc les interprétations qui relèveraient d'une approche plutôt sociologique, par exemple celles qui définissent la ville comme "le lieu de maximisation de l'interaction sociale" [Claval, 1982] » [Pumain, Robic, 1996]. Si le renvoi de Paul Claval dans le champ des théories sociologiques ne laisse pas de surprendre, car Claval paraît bien être un des premiers à s'être confronté explicitement en géographie à la question sociale urbaine, cette citation permet de bien situer une position de recherche qui pense la ville essentiellement comme un objet inscrit au sein d'un ensemble plus vaste et délaisse son organisation spatiale interne et ses substances sociales.

Cela posé, il faut noter que cette approche externe recouvre de très nombreux travaux, fort diversifiés en termes de méthodes et de paradigmes employés. Citons-en quelques exemples. Les analyses de l'urbanisation et de ses processus restent très dynamiques et importantes et

produisirent de nombreux livres intéressants, dont certains, récents, montrent que l'utilité de ces études reste indéniable [Paquot, 1996]. Denise Pumain et Thérèse Saint-Julien furent à l'initiative d'un renouvellement de ce type de recherches, en dépassant la seule comptabilité démographique ville par ville ou espace par espace, pour promouvoir l'examen de l'évolution globale d'un « système urbain » *via* la prise en compte de la question des hiérarchies urbaines et de leurs évolutions lentes, ce qui permet d'appréhender le point de la distribution de la croissance urbaine dans le système [Pumain, Saint-Julien, 1979 ; Pumain, 1982]. Ces travaux contribuèrent à fonder de multiples investigations, menées à toutes les échelles, au sein desquelles on peut citer les apports originaux de François Moriconi-Ebrard, qui s'emploie à examiner avec précision l'urbanisation mondiale à partir d'une mobilisation de multiples sources et données statistiques, qu'il récolte et harmonise [Moriconi-Ebrard, 1993 et 1994].

Dans la lignée des méthodes de l'analyse spatiale, les réflexions à partir de l'analyse des dynamiques de l'urbanisation ont été infléchies vers l'appréhension des systèmes de villes, où la ville est un « nœud » dans un réseau de relations : là, les chercheurs s'attachent à comprendre la constitution et l'évolution des systèmes de villes, leurs dynamiques, la capacité de chaque pôle urbain d'établir des connexions et d'exploiter une situation, les interdépendances entre villes [Cattain, Pumain, Rozemblat, Saint-Julien, 1994]. Les hiérarchies urbaines sont également décryptées, souvent à l'aide d'indicateurs synthétiques qui, traités, permettent de dresser une typologie hiérarchique des villes à l'intérieur des systèmes [Pumain, Saint-Julien, 1998].

À côté de ce courant très homogène, il faut noter l'existence de travaux moins marqués par le souci de la mesure, de l'évaluation quantitative et de la modélisation mathématique, qui investissent pourtant eux aussi les ensembles de villes interreliées et tentent de penser leur constitution, leur déploiement, leurs effets dans l'organisation de l'espace. On pense bien sûr aux productions de Roger Brunet qui a fourni d'intéressantes contributions concernant les villes européennes [Brunet, 1989] : si l'on a essentiellement retenu de ces approches l'idée de l'existence d'une dorsale européenne des villes en réseau – la (trop) fameuse « banane bleue » qui fit les délices de la DATAR (Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale) –, il y avait là une véritable et remarquable tentative de repenser la géographie de l'Europe *via* les dispositifs de villes. Il faut aussi signaler les études consacrées aux « réseaux de villes » qui s'intéressent plutôt à la dimension politique du phénomène pour tenter de comprendre comment les politiques de mise en réseau peuvent constituer de nouvelles formes d'organisation et de régulation des territoires régionaux [Tesson, 1996].

Comprendre l'organisation

Parallèlement à ces modes de saisies externes, ici très sommairement présentées et sans exhaustivité, existent des approches, cette fois-ci internes, où l'essentiel est plutôt de comprendre l'organisation intrasurbaine, au double sens du mot organisation : ce qui organise (les acteurs et leurs logiques), ce qui est organisé (les formes, les paysages, les types d'espaces urbains). De ce point de vue, le tome V de *l'Histoire de la France urbaine*, dirigé par Marcel Roncayolo, constitue un bel exemple de la nécessité d'articuler l'étude de ce qui organise et de ce qui est organisé [Roncayolo, 1985]. Après deux parties vigoureuses et participant de la démarche « externaliste » qui posent les cadres de l'urbanisation française depuis l'après-guerre, est appréhendée « La production de la ville » : à cette partie, un des modèles du genre, répond parfaitement celle consacrée ensuite aux « Formes et paysages », qui examine avec précision le grand ensemble et l'évolution de sa conception, le pavillonnaire dans ses différents aspects, sans omettre l'étude de la reconfiguration des formes héritées, notamment au sein des espaces centraux.

De telles études des systèmes de production spatiale – le paradigme de la *production de l'espace* ayant été très prisé dans les années quatre-vingt –, de leurs acteurs, de leurs logiques, et des types d'espaces urbains résultant ont constitué une part très importante et fertile des analyses urbaines « internalistes ». Les géographes qui ont développé ces recherches, qu'elles soient consacrées au cas français ou à ceux des villes du tiers monde, qui ont constitué des objets de choix, furent souvent proches du courant de la « géographie sociale », à l'origine très critique des processus de l'urbanisation contemporaine et de ces résultats et marquée par une certaine sensibilité aux schémas explicatifs marxistes. Ceci a contribué à démarquer cette géographie urbaine de celle qui s'épanchait dans les grands manuels précités. Cette démarche, si elle a évolué et si sa dimension critique s'est atténuée, reste bien représentée et l'on notera, en particulier, la vigueur des analyses des dynamiques des espaces urbains et de leurs fonctions, qu'il s'agisse de ceux des centres historiques [Chevalier, Peyon 1994], de ceux des nouveaux centres périphériques, de ceux du périurbain (longtemps considéré comme un périmètre moins digne d'intérêt), ou encore de ceux de périmètres fonctionnels en mutation.

Les recherches consacrées aux politiques urbaines, au sens large du terme, quant à elles, sont depuis une vingtaine d'années fort nombreuses – et il faut noter l'importance en ce domaine des travaux menés, dès les années quatre-vingt, autour de Guy Burgel et de la revue *Villes en parallèle*. Des études plutôt tournées vers une approche empirique des procédures et des modalités de l'action sur l'espace des acteurs politiques, institutionnels ou non, qui traitent d'ailleurs de plus en plus des cas extra-européens [Billard, 1999], à celles plus tôt consacrées à une

modélisation théorique de la dimension spatiale de la politique urbaine [Lussault, 1996], le spectre des travaux est fort large. On notera une tendance à examiner, au-delà des pratiques d'aménagement et d'urbanisme, des politiques urbaines de plus en plus diversifiées, y compris celles dont l'aspect spatial est le moins évident, comme les politiques culturelles ou celles de santé [Lussault, 1998].

Les recherches témoignent également de la sensibilité récente, qui s'est affirmée cette dernière décennie, des géographes à l'approche de plus en plus fine des acteurs politiques et de leurs actions sur, par, et pour l'espace : on peut ainsi recenser d'assez nombreuses tentatives d'approche axiologique des acteurs spatiaux qui s'intéressent aux valeurs et aux imaginaires de l'action urbaine, tels qu'ils apparaissent cristallisés dans des systèmes de représentations institutionnelles et/ou médiatiques de villes, systèmes qui sont devenus des objets analysés avec précision par les géographes, y compris dans leurs aspects historiques [Söderström, 1992 ; Lussault, 1993 ; 1996 et 1998 ; Monnet, 1993]. Le dynamisme des analyses des modèles idéels urbains qui nourrissent les pratiques politiques constitue sans doute un des signes les plus flagrants du renouvellement de la géographie, renouvellement qui se marque par une réelle incorporation au discours géographique de concepts et théories de nombreuses sciences sociales (sociologie, bien sûr, mais aussi anthropologie, sémiologie, linguistique, microhistoire, etc). Parallèlement des travaux innovants sont aussi conduits à propos des images de la ville des individus « ordinaires » et des langages qui permettent à ceux-ci d'exprimer, dans sa configuration et ses limites, la ville qu'ils inventent et vivent. Il faut signaler ici les remarquables recherches de Lorenza Mondada [Mondada, 2000] qui témoignent du dépassement des analyses canoniques de l'espace vécu urbain, telles qu'elles avaient été lancées dans les années soixante-dix, notamment à partir du travail fondateur de Michel-Jean Bertrand, qui joua le rôle de passeur en France des thématiques développées au début des années soixante par Kevin Lynch [Bertrand, 1978].

Les recherches consacrées aux sociétés urbaines et aux conditions de leur spatialisation et de leurs usages des espaces forment un autre vaste domaine, très divers. De nombreuses études furent et restent menées sur les processus de distribution des populations. Si le thème de la ségrégation a été très travaillé et assez précocement [Brun, Rhein, 1994], celui des mobilités s'est imposé de plus en plus, qu'il s'agisse des mobilités résidentielles ou/et, plus récemment, des mobilités quotidiennes, ces dernières, intenses, désormais considérées comme un indice des mutations urbaines à l'œuvre, en France comme en d'autres contrées, monde en développement compris. Cette question de la mobilité n'est plus seulement appréhendée en termes de stock et de flux, mais aussi en termes de pratiques, d'usages, de représentations – la mobilité tendant à être pensée en tant qu'elle constitue une valeur sociale. L'examen de la

mobilité quotidienne est ainsi souvent intégré dans les études consacrées aux pratiques spatiales des urbains dans le nouveau contexte social et économique des villes contemporaines [Vanier, 1999].

Repenser la ville et l'urbanité

Toutefois, au-delà du raffinement analytique et descriptif, de l'importance du contenu factuel, de la multiplication des méthodes, parfois très innovantes, pour prendre en charge les phénomènes urbains, la réflexion géographique sur ce qu'est la ville contemporaine demeure souvent encore faible. De nombreux spécialistes ont en effet réduit la réflexion conceptuelle et théorique sur l'objet. On peut cependant mentionner des tentatives ambitieuses, en sus du livre de Paul Claval, déjà cité, de penser l'objet-ville et de renouveler le lexique. Du côté des démarches modélisatrices, les travaux les plus significatifs restent ceux entrepris par Denise Pumain, Lena Sanders et Thérèse Saint-Julien pour appliquer au cas français un modèle d'auto-organisation développé par Peter Allen, et ceux de Lena Sanders pour développer l'approche « synergétique » [Pumain, Sanders, Saint-Julien, 1989 ; Sanders, 1992]. Dans les deux cas, il y a bel et bien volonté de déplacer les analyses géographiques classiques et de proposer, à terme, une théorie intégratrice fondée sur de nouveaux outils et faisant un large appel au langage formel des mathématiques.

La théorie urbaine, développée à partir des travaux de Jacques Lévy [Lévy, 1994 et 1999 ; Lussault, 1996 ; VillEurope, 1998], tente quant à elle de conserver à la ville toute sa richesse sociale tout en proposant une méthode pour discriminer de façon pertinente les espèces d'espaces urbains. Le postulat de départ est que la ville doit être pensée en tant qu'organisation *systémique multidimensionnelle* où l'on retrouve, articulées et indissociables, toutes les dimensions de la société, à savoir les dimensions temporelle, sociale (le groupe des individus), individuelle (l'individu, en tant que plus petite unité complexe de la société, et ses logiques), économique, politique, spatiale. L'espace y joue, le rôle particulier et éminent de rendre *visibles* les *composants* de cette organisation et les *principes* et *modalités* de leurs combinaisons. Il convertit en signes sensibles, en formes, en structures, bref en agencements matériels – à la fois infinis dans le détail de leur facture et assez simples et limités en nombre, considérés d'un point de vue général – et idéels – *via* les récits et les figures qui mettent en scène les idéologies spatiales – l'ordre et les logiques de l'urbain.

La ville constitue donc un dispositif spatial qui configure les substances sociales, cette configuration constituant à la fois un état qu'on peut analyser et un processus dont il importe de comprendre l'archéologie. Ce dispositif, on peut le qualifier à l'aide du couple

densité/diversité : en effet, l'urbain est *toujours* plus dense que le non-urbain ou l'infra-urbain, si l'on conçoit la densité comme un indicateur de l'intensité de la *coprésence d'objets sociétaux* (matériels et immatériels) distincts : *en même temps* que plus dense, l'urbain est toujours plus *divers* que le non-urbain, diversité qui exprime la relation entre la quantité d'objets coprésents et la somme des objets « disponibles » au même moment dans la société. Chaque espace peut être appréhendé en raison du couplage de la densité et de la diversité – l'intensité de l'une pouvant compenser à l'occasion la faiblesse de l'autre. Par assemblage et exploitation des observations empiriques, on a pu discriminer un nombre restreint de géotypes principaux. À chaque géotype principal correspond une organisation spatiale spécifique, plus ou moins complexe, qui constitue l'indice d'un *état* du fonctionnement de la société urbaine.

Jacques Lévy a établi une première liste des géotypes urbains qu'on nommera généraux : central, suburbain, périurbain, infra-urbain, méta-urbain, para-urbain. Cette série se décline à partir d'une intensité décroissante de couplage densité/diversité – ce couplage déterminant des niveaux d'urbanité, celle-ci appréhendée comme le produit global de l'interaction entre les dimensions du système urbain. Le point de départ de la suite géotypique est la *centralité*, phénomène cumulatif – dont la situation n'est pas à penser comme nécessairement *géographiquement* centrale – résultant de la maximisation de l'urbanité : « À partir d'un niveau de centralité maximale, on obtiendra des géotypes privés d'une part de densité (le sub- et le péri-urbain) ou de diversité (le para- et le méta-urbain). L'infra-urbain cumulant les deux déficits » [Lévy, 1994, p. 319-320]. Cette première typologie a été complétée [Lussault, 1996]. On a ajouté un géotype *pericentral* qui prend en charge des configurations, très spécifiques, assimilables ni au central, plus dense et divers, ni au suburbain moins dense et divers.

Chaque géotype général « abstrait » se décline en une multitude de *géotypes particuliers datés et localisés*, d'échelles et de caractères variés ; un même géotype central, par exemple, n'a ni la même valeur sociétale, ni la même valeur scalaire, dans une ville américaine multi-millionnaire, une ville européenne moyenne, une petite ville en milieu rural, etc. Aucun géotype particulier ne s'avère toutefois singulier, puisqu'il procède d'un système englobant, ce qui le rend comparable aux autres et donne la possibilité de classer toute la diversité des cas d'espèces dans la famille plus resserrée de *géotypes généraux*. Ceux-ci peuvent donc être conçus comme des *idéal-types*, exprimant différents *profils* momentanément *stabilisés* (par le chercheur) de la configuration urbaine, auxquels on indexe des géotypes particuliers : bref, on met en place des classes qu'on peuple d'entités spécifiques.

Au sein d'une configuration urbaine donnée ces géotypes sont repérables, sans qu'il existe de strict déterminisme situationnel pour expliquer leur présence : ainsi, en certaines circonstances, le central peut-il

être en situation périphérique et le périurbain... central. On peut alors véritablement évaluer les espaces en fonction de leurs niveaux respectifs d'urbanité, de la configuration spatiale particulière de leur densité et leur diversité.

On le voit, même brossé à grands traits, et sans aucune prétention à l'exhaustivité (j'ai notamment laissé de côté les analyses consacrées exclusivement aux fonctions et à l'économie urbaines, qui ne sont pas absentes, loin de là, des publications récentes et n'ai pas abordé le domaine des monographies urbaines, dont certaines, pourtant, dénotent de réelles qualités d'investigation et de problématisation), le tableau de la recherche en géographie urbaine française apparaît foisonnant. Un incontestable renouvellement est à porter au crédit des géographes qui, depuis vingt ans, ne se sont repliés ni sur les seules études des villes françaises, ni sur les seules démarches de la discipline. La géographie paraît en mesure d'apporter sa contribution aux débats sur les évolutions des villes contemporaines, en éclairant cette part significative de l'urbanité que constitue la dimension spatiale.

Références bibliographiques

- BASTIÈRE Jean, DÉZERT Bernard (1980), *L'Espace urbain*, Masson, Paris.
 BEAUJEU-GARNIER Jacqueline (1980), *Géographie urbaine*, Armand Colin, Paris.
 BERTRAND Michel-Jean (1978), *Pratique de la ville*, Masson, Paris.
 BILLARD Gérard (1999), *Citoyenneté, planification et gouvernement urbains aux États-Unis*, L'Harmattan, coll. « Géographie sociale », Paris.
 BRUN Jacques, RHIFIN Catherine, dir. (1994), *La Ségrégation dans la ville*, L'Harmattan, coll. « Habitat et sociétés », Paris.
 BRUNET Roger, dir. (1989), *Les Villes européennes*, DATAR-Reclus, La Documentation française, Paris.
 CATTAN Nadine, PUMAIN Denise, ROZEMBLAT Céline, SAINT-JULIEN Thérèse (1984), *Le Système des villes européennes*, Anthropos, Paris.
 CHABOT Georges et BEAUJEU-GARNIER Jacqueline (1963), *Géographie urbaine*, Armand Colin, Paris.
 CHABOT Georges (1948), *Les Villes*, Armand Colin, Paris.
 CHEVALIER Jacques, PEYON Jean-Pierre, dir. (1994), *Au centre des villes*, L'Harmattan, coll. « Géographie sociale », Paris.
 CLAVAL Paul (1968), « La théorie des villes », *Revue géographique de l'Est*, vol. 8, p. 3-56.
 CLAVAL Paul (1982), *La Logique des villes*, Litec, Paris.
 CLERGEAT Pierre (1910), « L'urbanisme, étude historique, géographique et économique », *Le Bulletin de la Société neuchâteloise de géographie*, Neuchâtel, 1910.
 DAMETTE Félix (1994), *La France des Villes*, La Documentation Française, Paris.

- GEORGES Pierre (1952), *La Ville, le fait urbain à travers le monde*, PUF, Paris.
- GEORGES Pierre (1961), *Précis de géographie urbaine*, PUF, Paris.
- LAVEDAN Pierre (1936), *Géographie des villes*, Gallimard, Paris.
- LEVY Jacques (1994), *L'Espace légitime*, PUNSP, Paris.
- LEVY Jacques (1999), *Le Tourant géographique*, Belin, coll. « Mappemonde », Paris.
- LUSSAULT Michel (1993), *Tours : Images de la ville et politique urbaine*, Publications de la Maison des sciences de la ville, coll. « Sciences de la ville », n° 3, Tours.
- LUSSAULT Michel (1996), *L'Espace en actions. De la dimension spatiale des politiques urbaines*, volume de synthèse en vue de l'habilitation à diriger des recherches, université de Tours.
- LUSSAULT Michel (1996), « L'espace pris aux mots », in Lévy Jacques, dir., « Nouvelles Géographies », *Le Débat*, n° 92, Gallimard, novembre-décembre, p. 99-110, Paris.
- LUSSAULT Michel (1998), « Images (de la ville) et politique territoriale », *Revue de géographie de Lyon-Géocarrefour*, vol. 73, janvier 1998, p. 45-53, Lyon.
- MAUNIER René (1910), *L'Origine et la fonction économique des villes. Étude de morphologie sociale*, Paris.
- MERQUIOT Paul (1897), *Des agglomérations urbaines de l'Europe contemporaine*, Paris.
- MONDADA Lorenza (2000), *Décrire la ville. La construction des savoirs urbains dans l'interaction et dans le texte*, Anthropos, coll. « Villes », Paris.
- MONNET Jérôme (1993), *La Ville et son double. La parabole de Mexico*, Nathan, coll. « Essais et recherches », Paris.
- MONTIGNY Gilles (1992), *De la ville à l'urbanisation*, L'Harmattan, Paris.
- MORICONI-ÉBARAD François (1993), *Géopolis. Pour comparer les villes du monde*, Anthropos, Paris.
- MORICONI-ÉBARAD François (1994), *L'Urbanisation du monde*, Anthropos, Paris.
- PAQUOT Thierry, dir. (1996), *Le Monde des villes. Panorama urbain de la planète*, Complexe, Bruxelles.
- PURROT Jean-Claude (1975), *Caen au XVIII^e siècle*, Mouton, Paris.
- PUMAIN Denise (1982), *La Dynamique des villes*, Economica, Paris.
- PUMAIN Denise, SAINT-JULIEN Thérèse (1979), *Les Dimensions du changement urbain*, CNRS, Paris.
- PUMAIN Denise, SANDERS Lena, SAINT-JULIEN Thérèse (1989), *Villes et auto-organisation*, Economica, Paris.
- PUMAIN Denise, SAINT-JULIEN Thérèse, dir. (1995), *Atlas des villes de France*, La Documentation française/Reclus, Paris.
- PUMAIN Denise, ROBIC Marie-Claire (1996), « Théoriser la Ville », in DERYCKE Pierre-Henri, HURIOU Jean-Marie, PUMAIN Denise, dir., *Penser la Ville. Théories et modèles*, Anthropos/Economica, coll. « villes », p. 107-161, Paris.
- RACINE Jean-Bernard (première édition, 1985), « La géographie urbaine », in BAILLY Antoine S., *Les Concepts de la géographie humaine*, Masson, Paris.
- RONGYVOLO Marcel (1990), « Mythes et représentations de la ville à partir du XVIII^e siècle », in *L'encyclopédia Universalis*, vol. 23, p. 651-661, Paris.
- SANDERS Lena (1992), *Système de villes et synergétique*, Economica-Anthropos, Paris.
- SÖDERSTRÖM Ola (1992), *Les Métamorphoses du patrimoine. Formes de conservation du construit et urbanité*, université de Lausanne.
- SORRE Maximilien (1963), *L'Homme sur la terre*, Hachette, Paris.
- TESSON Frédéric (1996), *Les Réseaux de villes en France. Recherche sur le rapport de l'élu local à l'espace*, thèse de doctorat de géographie, Pau.
- VANIER Martin, dir. (1999), *Urbanisation et emploi. Suburbains au travail autour de Lyon*, L'Harmattan, Paris.
- VIDAL DE LA BLACHE Paul (1921), *Principes de géographie humaine* (publication posthume par E. de Martonne), rééd. 1995, Uitz, Paris.
- VILLEUROYE (1998), *MétroParis. Urbanité et européanité II*, rapport de recherche pour la RATP et le CNRS, Paris (rééd. 1999, RATP).